

9 jeunes européens de Pologne, de France et d'Allemagne

débattent avec

Jacques DELORS

et

Bronisław GEREMEK

ancien Président de la Commission européenne

Député européen, ancien Ministre

Présidents d'honneur de France-Pologne pour l'Europe



QUELLES VALEURS POUR FAIRE PROGRESSER LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ?

Paris, 13 Décembre 2007

LES ACTES

Le compte rendu des débats, en français et polonais, est téléchargeable sur notre site : www.fpenet.org

France-Pologne pour l'Europe

Tomasz ORŁOWSKI
Ambassadeur de Pologne en France

Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, Messieurs les Présidents d'honneur de l'association France-Pologne pour l'Europe, Monsieur le Président et Madame la Vice-Présidente de la l'association, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer toute ma joie de vous voir réunis dans cet hôtel de Monaco, résidence des ambassadeurs de Pologne. Soyez les bienvenus. Je suis très heureux de vous adresser ces propos au moment même où nos chefs d'Etat et de gouvernement posent leurs signatures sur le traité dit *simplifié* à Lisbonne. Le choix des dates de notre manifestation est tout à fait révélateur. Le 13 décembre 1981, la loi martiale a été instaurée en Pologne, brisant l'espoir de la population de bâtir une société libre et solidaire. Le 13 décembre 2007, la signature du traité de Lisbonne clôt un grand élargissement de l'Europe : le bouleversement géopolitique de 1989, conséquence directe du mouvement lancé par Solidarnosc, est désormais achevé. Nous voilà donc réunis pour donner au 13 décembre une signification nouvelle. Je pense que tel est aussi le sens de la construction européenne : changer le sens de certaines dates de notre histoire.

Nous avons le privilège d'accueillir aujourd'hui deux grands témoins et constructeurs, deux hommes qui représentent la deuxième génération des pères de l'Europe.

- Bronislaw Geremek, chevalier de l'ordre de l'Aigle Blanc, ancien ministre, co-fondateur du mouvement syndical et social Solidarnosc, a longtemps œuvré pour que la Pologne rejoigne l'Union européenne et l'OTAN.
- Jacques Delors, ancien ministre, ancien Président de la Commission européenne est l'homme qui, par sa vision exprimée dans le livre blanc de 1985, a permis à l'Europe de réaliser l'Acte Unique et l'Union économique et monétaire dont l'euro est le symbole le plus visible.

Ces deux hommes avaient le privilège, non seulement d'avoir des idées, mais de pouvoir les réaliser. Leurs vies ont suivi des chemins différents. Pourtant, elles symbolisent la réunification de l'Europe autour de valeurs essentielles. Toutes les deux ont été récompensées par l'obtention du prix Charlemagne (Jacques Delors en 1992, Bronislaw Geremek en 1998). On peut tenter de les résumer par la phrase de Jacques Delors « allier l'esprit à la méthode, pour insuffler un souffle nouveau à l'Europe », et y ajouter la citation du professeur Schneider dans son essai Jacques Delors, l'homme et la méthode. Messieurs Delors et Geremek ont « appuyé leur action sur une approche classique dans la politique : avoir des principes et des objectifs clairs, mais aussi reconnaître des signes du temps, suivre la situation, demander le conseil des experts et utiliser sagement les opportunités qui se présentent ». Que les expériences de ces deux grands Européens servent nos pays et notre union à venir.

Françoise ALLAIRE
Vice-Présidente de France-Pologne pour l'Europe

Messieurs les Présidents, Monsieur l'Ambassadeur de Pologne, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs les membres fondateurs, les administrateurs et les membres d'honneur de France-Pologne pour l'Europe,

C'est un privilège pour moi que d'ouvrir cette réunion qui rassemble à la fois des hommes politiques, des hauts fonctionnaires, des diplomates, des chercheurs, des universitaires, des représentants des médias, du monde associatif et syndical, tous citoyens européens, convaincus de la nécessité de promouvoir une société civile active, critique et participative pour poursuivre la construction de l'Europe.

Je voudrais d'abord remercier les personnalités sans lesquelles cette rencontre n'aurait pas été possible :

- Monsieur l'Ambassadeur de Pologne, qui nous reçoit si généreusement dans cette somptueuse résidence
- Nos deux Présidents d'honneur, qui se sont libérés des innombrables charges qui leur incombent pour être, ensemble, avec nous aujourd'hui ; et qui viennent d'être présentés de façon magistrale par l'ambassadeur Orłowski
- Monsieur Pierre Ménat, Directeur de la coopération européenne au Quai d'Orsay, qui manifeste une fois de plus par sa participation son estime pour notre démarche et son amitié pour France-Pologne, comme il l'a fait de façon constante lorsqu'il était ambassadeur de France en Pologne.

Au cours de ces rencontres, nous donnerons la parole à neuf jeunes Européens, Polonais, Allemands et Français. Etudiants ou chercheurs en Sciences Politiques, ils ont choisi de mener leurs études et leurs recherches sur l'Europe pour partie dans un pays qui n'est pas le leur. Par leur mobilité, leur ouverture, leur capacité de communication dans plusieurs langues européennes, ces « enfants d'Erasmus » ont déjà dépassé la majorité d'entre nous sur le chemin de la construction européenne. Je salue à cette occasion nos partenaires de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg dont les formations très diversifiées se développent en partenariat avec des universités allemandes et polonaises.

Je situerai maintenant brièvement cette rencontre dans le parcours de France-Pologne pour l'Europe. Cette manifestation a lieu au moment où notre double identité, française et polonaise, vient d'être confortée pour la première fois par l'engagement des autorités polonaises, qui ont décidé de contribuer à notre financement aux côtés des autorités françaises. Ce geste revêt pour nous une portée politique particulière : il intervient alors que nous nous interrogeons sur la pérennité de notre association au regard de moyens qui s'épuisent. Notre souci est en effet de multiplier ces débats, pour développer la compréhension entre les sociétés civiles française et polonaise et contribuer ainsi à l'émergence de la citoyenneté européenne. C'est ce que nous avons lancé avec succès dans nos universités d'été/ universités ouvertes en traitant des grandes politiques communautaires et des problématiques européennes les plus actuelles : la Politique Agricole Commune, l'emploi, la solidarité entre les régions, la Stratégie de Lisbonne et le développement de la compétitivité européenne, les

délocalisations, les migrations économiques Ces forum, dont les actes sont publiés, organisés tantôt en Pologne, tantôt en France, ont réuni plus de 3 000 personnes depuis 2004.

Tous les acteurs concernés (autorités françaises, polonaises et allemandes associées, Institutions européennes.) reconnaissent l'utilité et la validité de cette démarche en même temps qu'ils admettent la difficulté de conduire par la seule action publique de telles rencontres, intersectorielles et intergénérationnelles, sur des thématiques actuelles aussi sensibles.

Au cours de la nouvelle étape du parcours de France-Pologne pour l'Europe, nous souhaitons pouvoir développer ces activités, les approfondir, les diversifier, les diffuser dans les territoires afin d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés Nous souhaitons que cet approfondissement se fasse avec vous, que vous enrichissiez nos projets par les vôtres. Nous attendons vos propositions et nous espérons que vous vous engagerez à nos côtés

Avant de céder la parole au Président de France-Pologne pour l'Europe, Claude Sardais, je voudrais dire combien nous regrettons l'absence de notre vice-président, Jan Kułakowski, Député européen, ancien ministre qui par son autorité morale, intellectuelle et politique est le véritable co-président de France-Pologne pour l'Europe. Nous lui souhaitons un complet rétablissement.

Point de vue de neuf jeunes Européens

Claude SARDAIS
Président de France-Pologne pour l'Europe

Je salue les participants à cette assemblée qui, il y a quelque 26 ans, se trouvaient sur l'esplanade des Invalides pour exprimer leur déception envers le coup d'Etat en Pologne et leur soutien aux militants de Solidarność emprisonnés ou contraints à la clandestinité. Aucun d'entre nous ne pensait à l'époque que nous serions, aujourd'hui, dans cette Ambassade pour évoquer les valeurs de l'Europe réunifiée.

Nous avons, pour ce faire, la possibilité de demander à Jacques Delors et à Bronislaw Geremek de présenter leurs points de vue au travers de deux conférences parallèles. Nous avons préféré, avec leur accord, engager un dialogue entre deux générations. Celle de ces militants de la liberté, de la démocratie et de la solidarité, génération qui, il y a 60 ans ont reçu une Europe en miettes, une Europe décimée, délégitimée, dispersée et divisée. Et la génération née dans l'Europe réunifiée, la « génération Erasmus », celle des futurs responsables européens, qui sera représentée dans ce débat, par 9 jeunes européens, Polonais, Allemands et Français.

Nous aborderons donc successivement la question des valeurs européennes, des frontières de l'Europe et des rapports entre l'Europe et le monde.

Il y a 60 ans, le projet d'une Europe unifiée, d'une Europe démocratique, d'une Europe de la solidarité était une utopie, une lumière dans le lointain pour avancer pas à pas sans perdre le cap, l'essentiel. 60 ans plus tard, l'utopie issue du bilan de la 2ème Guerre mondiale a été réalisée. Aussi je pense que nous avons besoin d'une nouvelle utopie pour l'Europe et le monde. Une utopie réalisée par une génération c'est exceptionnel, aussi je dis à la « génération Erasmus » : on ne peut en rester, vous ne pouvez en rester à « terminer l'Europe ». A vous de proposer une utopie pour l'Europe et le monde. Le débat qui va suivre a l'ambition d'être une étape vers celle-ci.

Les valeurs européennes

Camille PETITOT-GUERIN, France

Selon moi, la principale valeur de l'Europe demeure l'idée de paix et d'interdépendance. La société européenne me semble profondément pacifiée, par rapport à d'autres sociétés dans le monde. Je pense que l'interdépendance croissante, humaine et économique, en Europe est une donnée essentielle. Nous sommes, dans tous les sens du terme, des enfants du programme Erasmus. J'ai pour ma part été déçue du retrait des symboles (hymne, devise et drapeau) dans le texte du traité simplifié. Les Européens, notamment les jeunes, ont besoin d'images autres qu'un simple billet en euros.

Anne BUSCH, Allemagne

Je partage la vision de Camille sur la plupart des points évoqués. La paix me semble également constituer un élément fondamental, venant même avant les valeurs énoncées dans le préambule. En tant qu'Allemande, je ressens cette valeur comme essentielle. Le drapeau ou l'hymne ont davantage un caractère national, mais j'aurais tout de même aimé qu'ils figurent dans le traité. J'estime que l'insertion de la déclaration 52 dans le traité de Lisbonne est très importante.

Paulina KONIECZNA, Pologne

Je voudrais attirer votre attention sur un fait qui me semble très important : je suis contre l'idée de parler d'Europe à la place d'Union européenne. A mon avis, la Biélorussie est un pays européen ; de même, la Pologne appartient à l'Europe depuis le 10^{ème} siècle.

Pour revenir à la question des valeurs, la paix me semble également essentielle, à condition qu'il s'agisse de la vraie paix. Je viens d'un pays qui a subi deux totalitarismes. Nous savons ce que recouvre la privation des droits de l'homme ou l'indifférence des autres nations. L'Union européenne dont je rêve lutte, fait des efforts réels pour la paix. Je sais que la coopération prévue dans le deuxième pilier du traité de Maastricht a un caractère intergouvernemental. Tel est à mon avis le grand défi de l'Union européenne : rendre les instruments du deuxième pilier plus efficaces. Je perçois ici une petite hypocrisie. Comment peut-on dire que l'Union européenne promeut les droits de l'homme, si ceux-ci sont bafoués au-delà de ses frontières, en Biélorussie ? L'Union européenne doit faire des efforts réels pour améliorer la situation en Europe.

Bronisław GEREMEK

Monsieur l'Ambassadeur de Pologne, Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'abord d'exprimer mon immense plaisir d'être présent aujourd'hui avec les amis de mon pays. Il n'est pas banal de penser que nous puissions nous réunir ici, un 13 décembre. Je pense en particulier à tous ceux grâce auxquels nous pouvons penser que le 13 décembre 1981 appartient au passé. J'ai une pensée pour l'équipe, pour les syndicalistes, qui non seulement nous ont aidés pendant les 500 jours de cet élan de la liberté, mais aussi qui ont apporté leur aide à ces femmes restées sans soutien après l'emprisonnement d'un mari ou d'un fils. L'Europe était le monde dans lequel je vivais, en rêve, non en réalité. L'Europe était pour moi une entité unie. C'était également un rêve. C'est pourquoi je suis très heureux de voir la jeune génération penser l'Europe comme un rêve.

En 1981, un mois avant le 13 décembre, Tadeusz Mazowiecki et moi avons rencontré, à Bruxelles, le représentant de la Communauté européenne. Un des hauts représentants de la Communauté nous a dit : « nous vous admirons, nous vous aimons, mais nous ne pouvons rien faire pour vous aider parce que le monde est divisé en deux camps et que la Communauté européenne n'a pas le rôle d'une grande puissance ». Un mois plus tard, la loi martiale introduite en Pologne donnait presque raison à ce mot.

Puis, en 1989, nous nous sommes tournés dès le début vers la Communauté européenne. Nous n'oublierons jamais la façon dont Jacques Delors a reçu la Pologne et les autres pays retrouvant la liberté. Le Président de la Commission, homme pragmatique, a dit les paroles qu'il ne pouvait pas dire. Lorsque les Polonais ont manifesté leur souhait que leur demande d'entrée dans la Communauté

européenne figure dans le traité polonais, Jacques Delors a affirmé que « la Communauté européenne en prend acte ». C'était l'expression d'un peuple qui retrouvait sa place naturelle. La façon dont la relation d'association a été proposée était chaleureuse. Nous l'avons compris de cette manière.

Ainsi, le 13 décembre appartient à l'histoire et la Pologne est un pays membre de l'Union européenne. Je crois que la paix est une valeur qui appartient à l'histoire vécue par notre génération. J'avais l'impression que ce mot reste froid pour la jeune génération. La paix est tout d'abord l'absence d'un conflit, que les jeunes générations apprennent par les récits familiaux et les livres. Je suis donc heureux que cette référence à la paix soit faite, car l'Union européenne serait impensable sans celle-ci. L'Union européenne a permis d'éviter des conflits sur le territoire européen, et même le conflit balkanique est en train de trouver une solution pacifique grâce à l'Union.

Il est capital que l'Union européenne puisse s'intéresser aux intérêts et aux émotions. Nous sommes parfois faibles dans ce second domaine. Il faut trouver un langage laissant une certaine place au rêve. Nous, les Polonais, n'avons jamais quitté l'Europe. Mais celle-ci nous a quittés pour quelques instants. Comment penser l'Union européenne comme communauté ? Je crois le débat sur les valeurs nécessaires, et il faudrait qu'il concerne l'histoire et une façon de répondre à la question « pourquoi voulons-nous vivre ensemble ? ». La question du passé est dès lors posée : d'où sommes-nous ? qui nous a formés ?, avant d'aborder des interrogations ayant trait au futur : que voulons-nous ? Cette première question formule un certain discours sur l'Europe et une façon de comprendre celle-ci. Voltaire disait que l'Europe est chrétienne : il n'aimait pas beaucoup le Bon Dieu, mais c'était un bon historien qui savait que l'Europe s'était formée dans cet esprit. Tout le débat autour du traité constitutionnel et de son préambule révèle de fausses craintes. Il faut poser les problèmes qui parfois suscitent des inquiétudes ou introduisent certaines divisions. Alors, on ne divise pas l'Europe, qui peut avoir des traditions séparées voire apparemment contradictoires, et garder son unité.

Lorsque l'on parle de valeurs, il faudrait, à côté de la paix, poser cette question d'un destin et d'un projet communs. Je voudrais introduire là une note d'inquiétude. Après avoir rêvé d'une Europe unie, je vois maintenant un certain retour aux égoïsmes nationaux, un certain enfermement dans la notion d'intérêt national et l'affaiblissement sinon la disparition de la notion sinon d'intérêt européen, du moins d'intérêt commun. Comment y répondre ? J'ai parfois l'impression que l'Union européenne est allée plus loin que l'imagination des citoyens. Ne faudrait-il pas, en utilisant la formule de la fédération des Etats-nations, dire que l'Europe a été faite avec la volonté des Etats nationaux. Sans celle-ci, nous n'aurions jamais eu d'Union européenne. Aujourd'hui, le problème n'est-il pas sur ce plan ? Comment obtenir un engagement des Etats nationaux dans l'œuvre européenne ?

Certains de mes amis me disent qu'avec de tels propos, j'abandonne un peu mon rêve d'Europe. Pour que l'Europe des citoyens existe, il faut que les Etats qui forment l'Union européenne s'engagent dans la construction européenne. Je vois là un des plus grands défis de l'Union. Le traité européen constituait la meilleure formule juridique possible. Celui signé aujourd'hui est un bon traité, en tant qu'il donne tout ce qu'il faut à l'Union européenne, hormis cette matière au rêve européen. Il serait bon qu'un message ne touchant pas seulement des considérations pragmatiques, mais également des émotions européennes, soit délivré.

Jacques DELORS

Bronislaw a posé la question de la dialectique entre les intérêts et les émotions. En ce qui concerne les émotions, nous sommes au plus bas. En ce qui concerne les intérêts, certains Etats ont le sentiment qu'ils pourraient s'en sortir seuls et reviennent à la diplomatie traditionnelle. S'agit-il d'un climat ? D'un changement de décor ? Après tout, l'homme européen ne vit pas seulement d'un grand marché et d'un euro.

Je voudrais souligner l'importance d'un second point, celui de la mémoire. Je m'aperçois que celle-ci disparaît dans nos pays d'Europe de l'Ouest. Peut-on construire un futur sans mémoire ? En lisant la littérature des pays de l'autre Europe, je m'aperçois que la mémoire ne passe pas, qu'elle est toujours là, ce qui est heureux en un sens. Je crois qu'on ne fait rien sans l'Histoire. Aussi, je suis reconnaissant à ces étudiants d'avoir évoqué la paix. Si j'avais dû m'adresser à un public de jeunes, j'aurais plutôt choisi la liberté. On ne se rendra jamais assez compte des gestes inouïs qu'ont accomplis des hommes et des femmes depuis 1938 jusqu'à 1950, pour bâtir les bases de l'Europe. Les uns l'ont payé de leur vie, dans la lutte contre les régimes totalitaires. Dans ce contexte, c'est un geste inouï qu'a fait Robert Schuman, sur la base duquel l'Europe s'est bâtie. Hannah Arendt parle du « pardon et de la promesse ». Le pardon n'est pas l'oubli ; quant à la promesse, elle vise à dire que les fils et les filles des responsables de ces tragédies seront pleinement acceptés dans la communauté humaine. Si j'avais demain à agir dans l'ex-Yougoslavie, je tâcherais de faire comprendre cette idée centrale aux Croates, Serbes, Kosovars, Bosniaques. La mémoire est un élément très important pour construire l'avenir. Je me suis fait un devoir d'admirer et de considérer l'œuvre des Pères fondateurs, et d'affirmer, dès la chute du mur de Berlin, que les Allemands de l'Est et les autres participaient de l'Europe. Je voyais là une évidence, et toutes les précautions prises à ce moment ne me convenaient.

A partir de là, on peut saluer deux grandes valeurs, la paix et la liberté. J'insisterai sur la seconde, fondement de la démocratie et de la société. L'Europe doit prendre ce flambeau. Nous avons la liberté. Que des pays nous rejoignent, ce n'est pas une charge ni un problème juridique, mais un bonheur. L'a-t-on assez fait sentir ? On rejoint ici la dialectique entre intérêts et sentiments.

Je sais qu'aujourd'hui la réflexion autour de la notion de liberté prendra une autre forme, adossée aux autres valeurs que sont la solidarité et la fraternité. Le culte actuel de l'individu amène l'Europe à penser que celui-ci est le seul maître de son destin et de ses choix. Je rejoins là les propos de Bronislaw, et si j'avais eu mon mot à dire, les origines judéo-chrétiennes de l'Europe figureraient dans le projet de traité d'une manière explicite, avec la réforme, les lumières et aussi la présence musulmane en Europe.

Aujourd'hui, la liberté se conjugue en droits, rarement en devoirs. Paix et liberté sont les deux mots qui comptent. Pour le reste, comme me le disait Monsieur Massé, commissaire au Plan, « l'air du temps n'est pas bon ». Il faut s'accrocher et ne rien oublier de ce que ceux qui nous ont précédés ont fait pour nous et garder la boussole qu'ils nous ont liguée.

Camille PETITOT-GUERIN, France

Que dire, sinon que nos préoccupations sont relativement similaires, malgré la différence de génération ? En ce qui concerne la mention des racines judéo-chrétiennes de l'Europe, nous étions tombées d'accord, bien que nos perceptions du rôle de la religion en tant que Française, Allemande ou

Polonaise, soient sensiblement différentes, et que nous aurions aimé que ce point soit inscrit dans le traité.

Claude SARDAIS

En préparant cette séance, nous avons un peu évoqué les difficultés que pose la notion de mémoire en Allemagne.

Anne BUSCH, Allemagne

Ce sujet est toujours très délicat pour nous. Nous avons toujours un peu de mal à parler du passé. Chaque Allemand se trouvant à l'étranger rencontre des interlocuteurs qui ne comprennent pas ses réactions. Nous sommes encore très sensibles. Par ailleurs, nous pouvons être confrontés à une indifférence hostile : en Auvergne, certaines personnes n'ont pas voulu m'adresser la parole. Notre histoire est toujours très dominée par ce sujet. La question du passé est encore très évoquée.

Paulina KONIECZNA, Pologne

Je crois que le passé polonais fait toujours partie d'une mémoire collective. J'ai l'impression que, dans ce domaine, aucun conflit n'oppose les générations. Les jeunes sont très sensibles à ce sujet. La question des relations germano-polonaises, notamment, est toujours très vivante. A mon avis, la Pologne est encore un peu « empoisonnée » par l'histoire.

Anne BUSCH, Allemagne

Le débat entre Donald Tusk et Angela Merkel sur les expulsés montre que ces questions sont loin d'être oubliées.

Paulina KONIECZNA, Pologne

Pour nous, dans ce débat autour du mémorial berlinois, il est inacceptable de mélanger les causes et les conséquences de la guerre.

Anne BUSCH, Allemagne

Telle n'est pas l'intention des Allemands. Je voulais simplement dire que certaines choses difficiles sont toujours présentes et prêtes à ressurgir.

Claude SARDAIS

Ce débat montre, deux générations après, combien la mémoire est présente, et qu'elle est toujours douloureuse. Nous avons encore à inventer et à diffuser une histoire européenne de l'Europe. Telle

peut être l'ambition de la prochaine phase de la construction de l'Union européenne : avoir une mémoire européenne, non des mémoires nationales de l'Europe.

Paulina KONIECZNA, Pologne

Je ne suis pas sûre que cela soit possible.

Les frontières de l'Europe

Claude SARDAIS

Le sujet des frontières de l'Europe est difficile. Il pose d'abord la question des Etats-membres et de l'élargissement de l'Union. Où se trouvent les frontières naturelles (existent-elles ?) ou historiques de l'Europe ? La Pologne, l'Allemagne ou la France ont connu à des moments différents de leur histoire des déplacements de leurs frontières, entraînant des recompositions identitaires importantes pour une partie de leur population.

Lilia KAMENOW, Pologne

Je voudrais traiter de la question des frontières intérieures. Le fait que 9 Etats-membres vont adhérer dans la nuit du 20 au 21 décembre à l'espace Schengen constitue pour moi un grand événement. Lors de la dernière session plénière du Parlement européen, la majorité des eurodéputés ont considéré que cette adhésion à l'espace Schengen mettra fin au partage du rideau de fer. Je partage tout à fait cet avis.

En ce qui concerne les aspects externes, la question des critères d'adhésion doit être posée. L'héritage historique est pour moi primordial. C'est pourquoi je suis entièrement favorable à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne, même si je pense que le pays n'est pas encore prêt. Je suis également favorable à un renforcement de la politique européenne de voisinage et du partenariat euro-méditerranéen.

Anika KLAFFKE, Allemagne

Je ne suis pas tout à fait du même avis. Il est pour moi très difficile de définir les critères d'adhésion à l'Union européenne, mais l'aspect géographique me semble crucial. D'après ce critère, la Turquie n'aurait pas tout à fait sa place dans l'Union européenne. Je préférerais voir établi un partenariat privilégié.

Ce thème pose également la question : « quelle Europe voulons-nous ? ». Pour ma part, je tiens beaucoup à l'approfondissement politique et à la citoyenneté. Plus on élargit l'Union européenne, plus les citoyens auront du mal à se reconnaître dans cette entité.

Marion JAMMET, France

La question des frontières de l'Europe est extrêmement difficile. J'aurais beaucoup de mal à les définir, mais les critères géographiques comme historiques et culturels doivent être pris en compte. Que voulons-nous faire de l'Union ? S'il ne s'agit que de réaliser un grand marché, nous pouvons continuer à élargir l'Union. Si une Europe politique doit voir le jour, comportant des valeurs communes, la démarche est différente. Les citoyens européens doivent s'approprier l'idée d'Europe. C'est pourquoi je me demande si un élargissement rapide à la Turquie permettra aux citoyens de continuer à se reconnaître dans cette idée de l'Union.

L'élargissement me semble mettre fin à la division du continent. Il est pour moi essentiel que ces Etats aient rejoint l'Union européenne. Il en va de même pour un certain nombre d'Etats, comme les Balkans occidentaux.

Jacques DELORS

Ces interventions ont mis en lumière l'interrogation : « comment l'Europe se pense-t-elle ? ». Du point de vue des historiens et des géographes, deux conceptions opposées de l'Europe doivent être distinguées. Certains délimitent l'Europe par des critères géographiques, culturels, civilisationnels. D'autres considèrent que l'Europe se définit avant tout par ses relations spécifiques. Par conséquent, je n'arrive pas à me passionner pour répondre à la question des frontières de l'Europe.

Je ferai également remarquer que, depuis la chute du mur de Berlin, les frontières sont plus nombreuses en Europe qu'auparavant. Lorsque j'ai commencé à militer pour l'Europe, celle-ci comptait six membres, qui entretenaient de forts liens entre eux. Pour certains responsables politiques, un élargissement était impensable. Il constituait la fin de la construction européenne, telle qu'ils l'avaient conçue. Comment surmonter cette contradiction ? Pour moi, j'ai compris non sans réticence, que l'Europe ne devait pas se concevoir elle-même mais par rapport aux défis de l'Histoire.

L'Europe a eu trois grands rendez-vous difficiles :

- **avec la Grande-Bretagne**

A la fin du compte, les dirigeants français, notamment le Président Pompidou, ont estimé que la Grande-Bretagne devait entrer dans la Communauté. On doit noter la difficulté du choix historique réalisé à cette occasion. Certains s'interrogent encore, aujourd'hui.

- **avec l'Espagne et le Portugal**

Certains dirigeants français s'opposaient à cette adhésion et ont dû être rassurés par les programmes régionaux dont j'ai pris l'initiative à la Commission Européenne. Comment peut-on refuser l'adhésion à ces pays qui retrouvent la démocratie ? La chose était impensable.

- **avec les pays de l'ancien bloc est**

Ce nouvel élargissement est, je le répète, un bonheur. Ces pays sont l'Europe, comme nous.

L'Europe va être considérée par les historiens comme un élément de consolidation de la paix et d'élargissement de la démocratie, comme un instrument au service d'une histoire volontaire. Je crois que la grandeur de l'Europe est d'avoir plus ou moins bien répondu aux défis de l'Histoire. Aujourd'hui, mon grand regret concerne les Balkans. Je connais la difficulté à réconcilier ces peuples, mais nous n'avons pas fait là l'essentiel en matière de paix et de démocratie. Il n'est pas trop tard pour agir.

Considérant l'avenir, je pense que, vers 2025, les historiens établiront l'Union européenne comme le grand fait historique de ces cent dernières années si nous réalisons simultanément trois objectifs :

- un espace de paix et de compréhension mutuelle ;
- un cadre européen pour les activités économiques, environnementales et sociales ;
- le respect de la diversité des cultures.

Si nous réussissons cela, les historiens diront que nous avons réalisé une expérience exceptionnelle, qui tourne le dos aux échecs de la Société des nations et aux nationalismes exacerbés. Si des pays veulent aller plus loin, j'ai toujours pensé qu'il fallait leur en donner les moyens. Nous l'avons fait pour Schengen, avec la « différenciation » puis avec l'UEM. Rien n'empêche certains pays d'aller plus loin, tout en respectant le pacte d'ensemble qui est promis. A partir de là, nous pouvons retrouver, à mon avis, une conciliation entre élargissement et approfondissement.

Bronislaw GEREMEK

J'ai peu de choses à ajouter. Je crois que la question de la Turquie est un faux problème. Elle se posera dans vingt ans, à un moment où l'Europe sera différente. Les générations présentes ici prendront la décision. Je ne veux pas dire que ceux qui sont contre l'entrée de la Turquie dans l'Union sont de mauvais Européens. Au contraire, nous avons le droit de dire qu'il existe un élément de référence, que l'on appelait la « capacité d'absorption » de l'Union européenne. Le Parlement parle maintenant de « capacité d'intégration ». L'Union européenne est une réussite et a raison de réfléchir à la manière dont elle peut préserver ce qu'elle a réalisé. Je suis également peu sensible au problème des frontières. Je pense parfois que les frontières sont établies par l'axiologie. Lors d'un récent séjour en Turquie, j'étais heureux de voir les Turcs parler de leur avenir en termes conformes au modèle européen. On mesure là le succès de l'Union. Le reste attendra.

Mais l'Union européenne doit disposer d'un plan pour les années à venir. La question de la Croatie semble réglée ; celle des Balkans doit être posée. Je pense aussi qu'il en va de la responsabilité de l'Europe. Il y a dix ans, les Balkans se demandaient ce que les Américains allaient faire pour eux. Aujourd'hui, l'Europe doit savoir qu'il va de son intérêt d'agir pour cette région. Que faire ? Dans quel calendrier ? Tous les pays des Balkans sont concernés (Albanie, Serbie, etc.). Il faut respecter la dignité d'un homme blessé. En réalité, l'Union n'a pas d'autre politique étrangère efficace que l'élargissement. L'assistance au développement, domaine du Commissaire Louis Michel, est un instrument gigantesque. Pourtant, la politique étrangère de l'Union repose sur l'élargissement. Comment dire « non » à d'autres peuples ?

En tant que Polonais, nous pensons à nos voisins. Ne croyez pas que nous pensons d'abord à la Russie. Si la Russie était mûre pour adhérer à l'Union européenne, il s'agirait d'un pays différent de celui que les peuples européens ont connu durant mille ans. La question de l'Ukraine vient avant ces considérations. Que disent les institutions de l'Union européenne à un peuple qui se bat pour la liberté ? Dire « oui » à l'heure actuelle où l'Union connaît un moment de faiblesse serait irresponsable. Mais permettez-moi de vous dire que je pense qu'il est également irresponsable de dire « non ». Il ne faudrait pas que l'Ukraine soit en dehors de l'horizon de l'élargissement.

La Biélorussie a eu un destin commun avec les Polonais durant des siècles. On peut imaginer que la dictature disparaisse dans ce pays. Si tel est le cas, le problème se posera d'une autre façon. La question ne relève pas des valeurs mais d'une axiologie, des valeurs, de définir ce qu'est l'Europe.

Je serai prêt à accepter comme conclusion claire la formule selon laquelle il n'y a pas de frontière de l'Europe, mais le seul problème de l'Europe, de ses politiques, du rôle que l'Europe peut jouer dans le monde. Je comprendrai un enfermement dans le problème des frontières comme l'expression d'une faiblesse de l'Europe. Or l'Europe n'est pas faible.

Lilia KAMENOW, Pologne

J'aimerais ajouter que les nouveaux élargissements qui, je l'espère, auront lieu, mettront l'Union européenne au défi de respecter sa belle devise « Unis dans la diversité ».

Par ailleurs, l'Europe qui admet la liberté comme valeur fondamentale doit aider les autres peuples à conquérir celle-ci.

L'Europe et le monde

Claude SARDAIS

Lors de notre réunion préparatoire, il est apparu que nous ne pouvions pas parler de l'Europe seulement entre Européens. Je me suis rappelé notre débat organisé en 2004 avec Tadeusz Mazowiecki et Jacques Delors, où ce dernier avait dit « les Européens ne pourront pas construire l'Europe simplement en la regardant de l'intérieur ». Une confrontation avec les autres pays est nécessaire.

Piotr-Maciej KACZYŃSKI, Pologne

Existe-t-il une valeur européenne qui ne soit pas mondiale ? La paix, la démocratie, les droits de l'homme sont des valeurs que les Européens veulent partager avec les autres peuples dans le monde. Le rôle de l'Union européenne dans le monde est donc simple : rester unie, ne jamais être divisée, pour promouvoir ces valeurs universelles dans le monde. L'Union a une vision différente à offrir aux pays du tiers monde.

Yves MARRY, France

Je voudrais revenir sur la question du débat générationnel. En évoquant la paix, nous ne sommes peut-être pas très représentatifs du reste de notre génération, car le choix de nos études témoigne d'une conscience historique assez forte. Pourtant, la jeunesse dans son ensemble reste abreuvée d'images de guerre et de catastrophes, qui laissent tout à fait place à un idéal européen. Alors même que nous n'avons pas eu un rapport direct avec la guerre, nous pouvons espérer une Europe forte pour nous en protéger. La question de l'Europe de la défense me tient vraiment à cœur. Est-il concevable que certains pays mettent en œuvre celle-ci, permettant à terme à l'Europe de faire entendre sa voix dans le monde ?

Nicolas BEAUPIED, France

Je voudrais insister sur le rôle de l'Union européenne dans le monde. L'Europe doit jouer un rôle-modèle, en raison des liens existant entre celle-ci et de nombreux pays, notamment africains. Elle dispose d'une grande expérience en matière de paix et de liberté, qui peut profiter à ces pays d'une manière différente des actions menées par les pays européens. Aujourd'hui, nous représentons une génération qui a compris les enjeux mondiaux situés notamment en Afrique. Nous avons profondément envie d'enterrer le colonialisme et le paternalisme, même si des dirigeants se permettent

de bafouer ce principe. Nous avons envie de coopérer avec les pays ACP et de diffuser le modèle européen de solidarité et de travail en commun.

Jacques DELORS

L'Europe a des atouts. Les utilise-t-elle vraiment ? Le veut-elle ? Elle est la première puissance commerciale du monde, pour un moment encore, le premier donneur d'aide au développement, le premier donneur d'aide humanitaire. En matière d'environnement, on voit poindre un consensus qui est loin d'exister dans d'autres parties de la planète et qui peut faire de l'UE l'avant garde de ce nouveau modèle de développement respectueux de la nature.

Il ne faut pas se montrer idéaliste en matière de valeurs. Les modèles sociaux marquent notre très profonde différence, en ce qui concerne la conception de l'existence et de la société. Lorsque je travaillais à la Commission, je définissais le modèle européen comme « l'équilibre entre la société et l'individu ». Dans les pays asiatiques, la société domine l'individu ; le contraire prévaut aux Etats-Unis. Je n'oserais plus prononcer cette phrase aujourd'hui. Nous défendons la liberté, mais il est en train de se créer de grandes différences entre les modèles à propos de la conception de l'individu dans la société, du rôle de la société, des droits et des devoirs, de la façon d'utiliser l'économie de marché. Je crois qu'il faut réfléchir entre nous, et que chacun fasse un pas pour comprendre les autres. Ce n'est plus la période chanceuse où j'ai pu développer le dialogue social entre le Patronat et les syndicats européens.

Une autre divergence apparaît. Un Premier ministre en activité, Gordon Brown, a dit récemment : « entre le monde et la nation, il n'existe rien ». Nous ne pouvons négliger cette question. Si l'on répond qu'il n'y a rien entre le monde et la nation, l'Europe est ramenée à la création d'une économie de marché géographique dans un monde plus large. Je regrette que les chefs d'Etat n'expliquent pas leurs divergences sur ce point.

Enfin, la question du *soft power* se pose : ce terme un peu méprisant ne cache-t-il pas une mission historique qui pourrait aider le monde ? Cette question n'est pas traitée. Les pays européens n'osent pas s'affronter sur des questions qui dérangent. Les militants européens doivent exiger que l'on discute. La situation doit être clarifiée. Je n'apporte pas de réponse mais je demande aux dirigeants de poser entre eux les vrais problèmes. Sinon, l'Europe tombera dans la routine ; les émotions ne seront plus là et les intérêts communs seront de plus en plus difficiles à définir.

Bronislaw GEREMEK

Je crois que l'Europe peut être fière d'être une puissance que l'on dit « molle », une puissance qui bâtit son comportement politique autour de principes comme la promotion de la liberté, de l'Etat de droit et du contrat. Ce fait est de plus en plus rare. J'ai évoqué cette idée dans un débat aux Etats-Unis. Des Américains m'ont répondu : « L'Europe disparaîtra s'il n'existe pas le *hard power* des Etats-Unis ». Je crois qu'il s'agit là d'un faux débat. L'Europe est capable d'avoir une identité militaire, une identité de défense tout en restant *soft power*. Cela signifie une autre politique, qui n'impose pas la démocratie mais qui cherche le dialogue et le contrat.

Je ferai une remarque sur les valeurs qui sont ou non universelles. L'héritage européen a cette vocation universelle. L'Europe fait preuve de générosité en qualifiant ces valeurs d'universelles alors qu'elles ont été créées dans la tradition de la pensée européenne. Il est vrai que dans la tradition confucéenne, il existe une autre façon de penser l'autorité d'un homme fort et les droits de l'homme à se nourrir, se vêtir, etc. Les Chinois utilisent cet argument : « nous avons une philosophie différente des droits de l'homme ». A Singapour ou en Malaisie, les dirigeants affirmaient qu'ils ne pouvaient mettre en place la liberté, que celle-ci ne conduirait pas au développement économique. La notion de *soft power* entraîne à débattre des valeurs.

Ma deuxième remarque concerne la stratégie européenne. Peut-on avoir une stratégie dans le cadre du vote majoritaire actuel ? Il faut être conscient que l'Europe fait parfois des « sauts » et qu'à d'autres moments elle gère les réalisations. A l'heure actuelle, nous ne devons pas nous attendre à des sauts, mais plutôt à une continuation. De Saint-Malo à Nice, les différents sommets ont démontré qu'une construction identitaire est possible, lorsque la volonté des pays membres est présente. Le problème vient de la faiblesse actuelle de cette volonté. Ce n'est pas l'intérêt européen qui définit la politique des grands pays européens. Dans l'affaire de la viande polonaise interdite en Russie, l'Union européenne a répondu de manière politique à cette décision politique. Par ailleurs, il est pour la première fois question de solidarité en matière d'approvisionnement énergétique. La solidarité me semble être, après la réconciliation, le deuxième élément-clé de l'Union européenne. Cette année, l'Union a fait l'expérience d'articuler de manière raisonnable les politiques autour de la solidarité. Le vieux principe « diviser pour régner » est pratiqué par tous les systèmes autoritaires. Comment cette pratique est-elle mise en place à l'heure actuelle ? Je crois que le brouillard se dissipe pour l'Union et que la demande définit une politique de sécurité européenne.

Piotr KACZYŃSKI, Pologne

Quelles recommandations donner à Monsieur Prodi ou à Madame Merkel avec *North stream* et *South stream*, deux projets russes de transport d'énergie vers l'Union européenne ?

Jacques DELORS

En matière d'énergie, la prise de conscience est faite. Mais si certains pays ne se décident pas à faire, à l'image de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, une communauté pour affirmer leur indépendance et leur solidarité, nous n'aurons aucun moyen de négociation sur le marché international. A 27, cela n'est pas possible. Il faut que des pays proposent de constituer une communauté de l'énergie, respectueuse de l'environnement. Cette idée doit être lancée et creusée dès maintenant. Elle permettrait à l'Europe de se doter d'une puissance de négociation et d'une position commune. Elle est plus importante que la question de savoir si l'on doit diviser le transport et la gestion de l'énergie. Il y va de notre capacité de négociation dans le monde. Et, rappelons-le, les coopératives renforcées (c'est-à-dire la différenciation) sont prévues dans le traité.

Claude SARDAIS

Nous sommes parvenus au terme de notre débat. Et je vous remercie pour la qualité de l'écoute qui a été la votre tout au long de ce débat.

Allocution finale

Pierre MENAT

Directeur de la coopération européenne, Ministère des affaires étrangères

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je suis très honoré d'intervenir après des personnalités aussi éminentes. Il a beaucoup été question de l'Europe aujourd'hui, mais nous n'avons pas rappelé le rôle joué par Jacques Delors dans toutes les réalisations à partir de 1985 : l'Acte Unique, qui a permis de voter à la majorité pour réaliser notamment le marché intérieur, l'euro, l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, l'espoir ouvert aux nouveaux membres, etc. Aujourd'hui, je crois que la Commission n'a pas retrouvé de personnalités dotées d'autant d'énergie politique, de force de conviction et de patience. Tel est mon sentiment personnel. Quant à Bronislaw Geremek, nous avons évoqué son combat. Mais celui-ci continue en Pologne : en 2007, Bronislaw Geremek a pris le risque de perdre son mandat pour éviter d'entrer dans une logique qu'il estimait critiquable. Un certain nombre de personnes, notamment en France, l'ont soutenu. Par la suite, le tribunal constitutionnel a annulé la loi qui l'obligeait à signer cette déclaration.

Durant la présidence française, nous essayerons de faire tout ce que vous nous avez demandé... Nous n'avons pas évoqué le 29 mai 2005 et le référendum. Je partage votre avis sur les symboles, mais il faut également tenir compte de ce que les peuples ont exprimé. A mon sens, le vote de mai 2005 exprimait une inquiétude et une incompréhension de ce qu'est l'Europe. Certaines personnes qui ont voté « non » au référendum ne retrouvaient plus dans l'élargissement les valeurs et l'apport original de l'Europe. En France, nous avons fait valoir deux valeurs, et il ne pouvait pas exister d'élargissement sans approfondissement.

La question de la mémoire, qui a été soulevée dans le premier débat, est essentielle. N'oublions pas que le problème des frontières de la Pologne n'était pas réglé, il y a 17 ans. Celui de l'adhésion à l'Union européenne n'allait pas de soi.

En ce qui concerne la place de l'Europe dans le monde, je fais partie des optimistes. Il a été question de stratégie de sécurité. Encore faut-il définir quelles sont les menaces et notre vision de l'insécurité, qui évolue (environnement, énergie, terrorisme). Par la suite, la question des moyens doit être débattue. Jusqu'à 2003, une conviction profonde prévalait dans les pays de l'Europe Centrale, selon laquelle seuls les Etats-Unis étaient à même d'assurer leur sécurité. Le modèle américain est considéré dans cette région comme celui qui a vaincu le communisme. Par ailleurs, certains pays considéraient que les Européens s'étaient historiquement détournés d'eux. Ces idées se sont un peu affaiblies après le 11 Septembre et la guerre en Irak. En Irak, des pays qui sont intervenus aux côtés des Etats-Unis ont ressenti une certaine déception. Dans ce domaine, l'Europe dispose de certains instruments. Vous avez évoqué Saint Malo, qui a ouvert la voie à l'attribution à l'Union de certains moyens d'intervention, non de défense. En matière politique, le nouveau traité apportera peut-être une réponse. J'ai assisté au Conseil relations extérieures du 10 décembre, où le Premier ministre palestinien s'est exprimé et a plaidé pour une intervention plus forte de l'Union européenne dans les territoires occupés. Le Président du Conseil, le Ministre des affaires étrangères du Portugal, a conduit les travaux. Le Haut représentant Javier Solana, la représentante de la Commission Benita Ferrero-Waldner et le ministre français se sont exprimé. Trois de ces quatre intervenants vont être réunis en un interlocuteur unique.

France-Pologne pour l'Europe achève l'année 2007 en beauté, malgré les difficultés rencontrées. J'adresse mes sincères amitiés à Jan Kulakowski ainsi qu'à l'Ambassadeur de Pologne en France qui nous accueille. Je vous remercie.

Claude SARDAIS

Votre présence, nous sommes environ 170 dans cette salle, la qualité du débat et l'attention constante dont vous avez fait preuve tout au long de ces échanges entre deux générations est significative de l'intérêt que rencontre notre démarche. Elle renforce notre intention de poursuivre notre action. Je remercie nos deux co-Présidents d'honneur de la légitimité qu'ils nous apportent, ainsi que l'Ambassadeur de Pologne en France pour cette première initiative réalisée ensemble.

Nous organisons en partenariat avec l'Institut d'études politiques de Strasbourg et l'Université de Wrocław, en janvier prochain, une « Junior Université ouverte » sur le thème « Les frontières de l'Europe : Europe-forteresse dans un monde incertain ? ». En novembre prochain, nous organiserons, à Poznań, notre cinquième université ouverte sur le thème : « Identité européenne et identitéS européenneS ».